

personne n'en doutait. Elle réunit environ 31 voix. On a ensuite demandé à ceux qui s'y opposaient de lever la main, ce que j'ai fait. Les délégués biélorusses sont toujours assis à côté des délégués canadiens et l'un d'eux se tourna vers moi. Il ne pouvait parler anglais, mais il a dit: "Mon Dieu, vous votez contre le Royaume-Uni!"

Voilà la situation. Toutefois tout ce que l'on pourrait écrire là-dessus d'ici le jugement dernier ne pourrait convaincre cet homme des véritables motifs de ma conduite de ce jour-là. Je ne l'ai pas fait pour le convaincre. Ce n'était pas là mon idée. Je me suis tourné vers son interprète, une jeune femme, et je lui ai dit: "Dites à votre délégué que non seulement à ce comité, mais à d'autres, le Canada vote contre le Royaume-Uni, ou contre les Etats-Unis ou contre n'importe qui quand il croit qu'ils ont tort, et que ce qu'ils proposent n'est pas dans l'intérêt de l'Organisation". Je cite le fait pour indiquer l'avantage qu'il y a à se rencontrer avec ces gens, car ils considèrent le Canada comme partie du Commonwealth britannique à peu près comme ils considèrent l'Ukraine et la Biélorussie qui font partie de la Russie, mais constituent des nations indépendantes en tout sauf en matière de défense nationale, de guerre ou de politique étrangère. Ces hommes l'ont appris de rude façon à New-York. Quant à moi, j'ai vu tous les jours comment le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique-du-Sud, les Indes et la Grande-Bretagne votaient, et comment elles faisaient ce qu'elles estimaient le plus favorable à la paix du monde. Naturellement nous tâchions d'être autant que possible de l'avis des Etats-Unis, ou de la Grande-Bretagne, ou de l'Australie, ou des autres pays démocratiques, car nous savions que ceux-ci possèdent des avantages certains sur les dictatures. Mais il arrivait même alors que nous ne pouvions pas les suivre.

Honorables sénateurs, permettez-moi de poursuivre. Une autre chose m'a frappé à cette réunion; le nombre de gens de couleur qu'il y a dans le monde, et dont j'ignorais l'importance avant d'assister à cette réunion. J'ai appris avec étonnement que la population du monde se compose en majeure partie de gens de couleur. Croyez-moi, quand on soulève là-bas la question de couleur, on n'y va pas par quatre chemins! Et malheur à ceux qui voudrait s'y opposer!

J'en arrive à la question du veto. N'importe qui peut s'opposer en principe au veto, mais il ne se trouvera personne au jugement droit et doué de sens pratique, qui, ayant assisté à ces séances, se refusera à admettre que sans le droit de veto il n'y aurait pas de Nations Unies. Tout tomberait dans le chaos.

Je tiens à féliciter mon honorable ami, le leader du Gouvernement. Il mérite en effet ce compliment, car il était président d'une des six commissions, celle de la tutelle et y a prononcé un discours qui fait honneur au Canada.

Des VOIX: Très bien!

L'honorable M. HAIG: Vous allez me demander comment je l'ai su? Parce qu'il nous avait lu son discours à une de ces séances du comité de 9 heures dont je vous parlais, et que nous l'avions approuvé.

Je voudrais vous parler encore un peu de ces réunions. Ce que je vais dire va figurer au compte rendu mais je n'aimerais quand même pas que la chose vînt aux oreilles de M. St-Laurent. Il vint nous soumettre un discours qu'il se proposait de prononcer à la Première Commission. C'était un discours sans grande énergie. Il fit le tour de la pièce, et me le montrant me demanda ce que j'en pensais. "Je ne l'aime pas", répondis-je, et l'honorable M. Robertson ajouta: "Je suis de l'avis de Haig." L'honorable M. Martin dit aussi: "Je suis de l'avis de Haig" et M. St-Laurent termina: "Et moi aussi".

Nous sommes tous fiers de ce que nos garçons et nos filles ont fait au cours de la dernière guerre, et aussi de ce que nos gens ont fait au pays même, mais je n'ai jamais été aussi fier du Canada qu'en voyant ce que j'ai vu pendant ces six ou sept semaines à New-York. Je ne parle pas ainsi parce que j'étais présent aux réunions, car tous ceux qui venaient du Canada avaient le même esprit. Nous voulions être fiers de notre pays et donner au reste du monde quelque chose qui pourrait lui être utile. Maintes et maintes fois les hommes avec lesquels j'allais me promener à l'heure du déjeuner me disaient: "Comment se fait-il que le Canada puisse envoyer une délégation où sont représentés trois ou quatre partis? Comment y parvenez-vous?" A cela je répondais que c'était la politique du ministère comme celle de l'opposition et que, si le premier ministre actuel perdait le pouvoir, demain son successeur, que ce fût M. Bracken ou M. Coldwell, ou M. St-Laurent, suivrait la même ligne de conduite. Le monde le sait maintenant. Une telle méthode assure non seulement la paix, mais la stabilité des relations internationales. Nous agissons toujours comme un tout, et le monde le sait.

L'honorable M. EULER: Me sera-t-il permis de poser une question? Elle n'est peut-être pas à propos. Vous avez parlé avec beaucoup d'approbation du fait que la délégation comprenait des représentants des divers partis et qu'ils ont parlé, non en leur